

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

SAS CFF RECYCLING PURFER
RD 147 - quartier de la gare
69780 SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Site de Saint-Marcel (71380)

N° 11-00837

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 85-345 du 31 décembre 1985 autorisant la société SOREBO à exploiter une installation de récupération et de recyclage de métaux sur son site de Saint-Marcel - ZI Chalon sud, 23 rue Louis-Alphonse Poitevin,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 04/1319/2-3 du 21 avril 2004 relatif à la prévention de la pollution des eaux, la pollution atmosphérique et le bruit,

VU le récépissé de changement d'exploitant du 6 février 2007 au profit de la SAS CFF RECYCLING PURFER,

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées la convention avec un laboratoire agréé imposée par l'article 3.5.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé,

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 26 janvier 2011,

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er :

La société SAS CFF RECYCLING PURFER dont le siège social est situé RD 147, Quartier de la Gare, 69780 SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU, est mise en demeure de respecter, pour son établissement implanté à SAINT-MARCEL, 23 rue Louis-Alphonse Poitevin, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 3.5.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2004.

ARTICLE 2

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision

par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Saint-Marcel, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL, 206 Rue Lavoisier à Mâcon,

MACON, le 9 MAR. 2011

Le préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire général de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Michel SELLES